L'INFO

On n'est pas passé loin du black-out cet hiver

«La situation vécue cet hiver montre qu'un black-out ne relève pas de la science-fiction.» **David CLARINVAL**

3 450 MW importés de France le 17 janvier alors que la capacité maximale est de 3500.

Le 17 janvier la Belgique a failli manquer d'électricité. Si cela arrivait, voici la carte des interrupteurs qui seraient coupés en priorité.

• **Alain WOLWERTZ**

On a frôlé le black-out. La Belgique a failli être plongée dans le noir… La formule fera hurler les électriciens. Et, admettons-le, elle relève plus du titre journalistique incitatif que de la réalité technique.

Cependant, si on était loin d'un pays fonctionnant à la bougie, le 17 janvier dernier on est passé à un fifrelin (quelques dizaines de mégawatts) de la procédure de délestage partiel du réseau. Ce qui aurait été une première *historique* pour le pays.

Et qui doit alerter les autorités qu'un tel scénario *« ne relève pas de la science-fiction »*, souligne David Clarinval, le député fédéral MR qui a été le premier à s'émouvoir de la situation en interpellant le secrétaire d'État à l'Énergie Melchior Wathelet sur ce précédent.

« Entre le 16 et le 25 janvier, il a fait très froid chez nous ainsi qu'en France. Mais chez Elia, cela a effectivement été des moments très chauds… », dit Axelle Pollet, porte-parole du gestionnaire de transport d'électricité du réseau haute tension. Confirmant par cette formule imagée que le 17 janvier, Elia n'est effectivement pas passé loin d'éteindre d'autorité quelques interrupteurs en Belgique, selon une cartographie et une procédure bien établies (voir la carte et ci-dessous).

«Si l'économie belge avait tourné à plein régime on aurait sans doute passé un hiver moins confortable…»

«La Belgique structurellement dépendante»

Quelques jours d'une météo plus rude n'expliquent évidemment pas tout.

L'arrêt des centrales nucléaires de Doel II et Tihange III pour cause de microfissures aux cuves des réacteurs a privé le réseau de 2000 MW d'électricité belge. Et donc rendu la Belgique *« structurellement dépendante »* des importations électriques françaises, explique Elia. Mais *le tube* par lequel nous provient cette électricité française a aussi ses limites : 3500 MW. Et le 17 janvier, alors que la capacité de production belge tournait à plein régime, avec jusqu'à 3450 MW d'électricité française absorbés, ledit *tube* a frisé l'engorgement. La fermeture imprévue de la centrale TGV d'Amercœur (Charleroi) privant au surplus le réseau d'un peu moins de 500 MW belges et on a failli manquer de jus…

Concours de circonstances exceptionnel ? Un signal d'alerte, pense plutôt le député Clarinval. Qui rappelle que des entretiens de centrales avaient été repoussés pour faire face à la demande hivernale. Sans quoi, quelques communes (prioritairement celles autour des points bleus sur la carte) auraient dû allumer les bougies, assure celui qui est concerné au premier chef en tant que bourgmestre de Bièvres. Et qui remarque par ailleurs qu'on était dans un scénario pourtant énergétiquement favorable puisque la crise économique a freiné la demande en électricité. Ce qui ne sera – on l'espère – pas le cas tous les ans. Chez Elia, on reconnaît que si l'économie avait tourné à plein régime *« on aurait sans doute passé un hiver moins confortable… »*. ■

Communes invitées à s'y préparer

Le black-out ce serait tout le pays privé d'électricité d'un coup d'un seul. Toutefois, à moins que le réseau haute tension disjoncte, c'est un scénario très improbable. Par contre, une procédure de délestage – qui vise justement à éviter que les plombs sautent – est envisageable. Et a été envisagé cet hiver (voir ci-dessus).

En gardant un œil sur l'offre et la demande électrique (en Belgique mais aussi chez nos voisins) et sur la météo, c'est Elia qui est chargé d'assurer la procédure de délestage. Celle-ci débuterait par une information à la population qu'on inviterait à diminuer sa consommation aux heures de pointe.

Deuxième étape ? On couperait l'électricité aux entreprises qui ont opté pour un contrat interruptif (elles acceptent d'avoir des coupures ponctuelles en échange d'un tarif préférentiel).

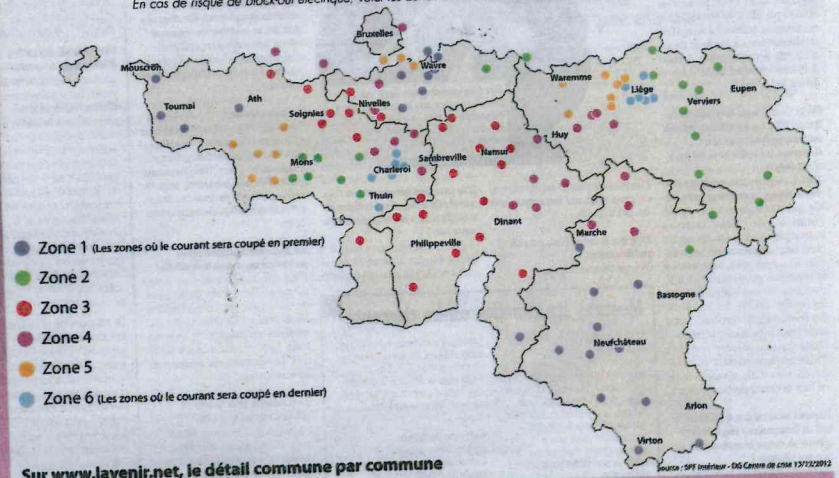
Enfin, pourrait intervenir la coupure de certains postes haute tension selon la cartographie ci-contre. Le pays (et donc la Wallonie) étant segmenté en plusieurs secteurs « géographiques électriques » définis selon des critères techniques. Ces secteurs comptant différentes zones (des slices, dans le jargon) allant de 1 à 6, ordre dans lequel on éteindrait la lumière en priorité.

Concrètement, en Wallonie, le Luxembourg, le sud namurois, le Brabant wallon et le nord Hainaut sont les plus exposés à un délestage. Toutefois, si c'est l'ordre de coupure *logique* et le plus probable, des contraintes techniques (les flux d'approvisionnement par exemple) pourraient modifier cette chronologie, précise-t-on chez Elia. *« En outre, certains distributeurs, en connexion avec des zones voisines toujours alimentées pourraient ramener une partie d'électricité vers la zone en délestage. »* En clair, même dans ces zones en délestage ce ne sont pas forcément toutes les communes ou tous les clients (on pense aux homes et hôpitaux) qui seraient privés d'électricité.

Il n'empêche que le scénario de cet hiver a poussé les gouverneurs de provinces à prendre les devants : à la demande du centre de crise du SPF Intérieur, ils ont demandé aux communes de planifier les mesures qu'elles pourraient prendre *« pour gérer les conséquences d'une coupure d'électricité de moins de 4 heures […]* ». Et d'évaluer les conséquences (sécurité, ordre public, risque sanitaire,…) d'une telle coupure. Les communes les plus exposées – rurales pour la plupart – étant invitées à prévoir des générateurs ou des groupes électrogènes. ■ **A.W.**

Black-out électrique : les zones où on coupera d'abord le courant

En cas de risque de black-out électrique, voici les zones où le courant sera prioritairement coupé pour économiser l'énergie.



Source : SPF Intérieur - DG Centre de crise 13/12/2012

Sur www.lavenir.net, le détail commune par commune

De l'eau dans le gaz à la centrale de Seraing

• **Pauline DEMEUSOUSE**

Journée cruciale pour une centaine de travailleurs de la centrale TGV (Turbine Gaz-Vapeur) de Seraing. Les administrateurs du producteur d'électricité EDF-Luminus planchent sur l'avenir de la centrale. Un conseil d'entreprise extraordinaire est prévu demain.

Du côté des travailleurs, l'inquiétude est présente. Ils craignent que la direction mette la centrale de Seraing sous cocon. *« La situation est inquiétante*, explique Didier Nicaise, secrétaire fédéral Gazelco. *On s'attend à une annonce de réduction de coûts, à un plan d'économies… mais de quel ordre ? C'est l'incertitude pour le moment. »*

La rentabilité du site est remise en question. En 2012, la centrale n'a fonctionné que pendant 1 500 heures, l'équivalent de 60 jours. Et seulement deux jours depuis le début de l'année.

« Toutes les unités TGV tournent actuellement à perte », note Didier Nicaise. D'autres centrales TGV ont déjà stoppé leurs activités en Belgique ces derniers mois. Electrabel a ainsi fermé sa centrale des Awirs à Flémalle, Eon celle de Vilvorde.

«Une irresponsabilité politique»

En cause : le prix du gaz, principal combustible. *« Le prix du gaz a explosé ces dernières années*, regrette le syndicaliste. *C'est devenu beaucoup trop cher de produire de l'électricité surtout dans ce monde où la rentabilité est reine ! »*

Il dénonce également *« l'irresponsabilité politique. Aujourd'hui, il semble qu'il n'y ait pas de volonté politique pour sortir le secteur de la crise. »* Depuis deux ans, le secteur attend le plan d'équipement du gouvernement fédéral. Le secrétaire d'État à l'énergie assure qu'il est presque finalisé (voir ci-contre). Ce plan devrait garantir aux producteurs un certain seuil de rentabilité. *« Il faut mettre en place des subsides pour les centrales électriques. Seules, les centrales TGV ne peuvent s'en sortir et vont fermer les unes après les autres ! »*

La centrale électrique de Seraing est principalement mise en fonction lors des épisodes critiques en matière d'approvisionnement électrique. *« Mettre fin à cet outil de production, ce serait accentuer le risque de black-out qui pèse dangereusement sur la Belgique »*, conclut Didier Nicaise. Le 17 janvier, sans l'électricité de la centrale sérésienne, un délestage partiel n'aurait effectivement pas été un scénario de science-fiction. ■

Le «plan gaz» de Wathelet

Est-il trop tard pour que le plan de soutien au gaz de Melchior Wathelet (cdH) sauve la centrale de Seraing ? D'une part, les syndicats craignent des pertes d'emplois mais n'envisage pas une fermeture pure et simple. D'autre part, le secrétaire d'État à l'énergie rappelle que la procédure prévoit un délai de 15 mois entre l'annonce et l'arrêt effectif d'une centrale. Et Electrabel n'a encore rien annoncé.

Enfin, dit-on au cabinet Wathelet, le plan de soutien au secteur des centrales au gaz (TGV) *« est quasi finalisé, excepté quelques détails d'ordre technique »*. Sa présentation ne serait plus qu'une question de semaines, voir de jours.

De quoi sauver Seraing ? L'objectif du plan est en tout cas de pérenniser le secteur des centrales TGV et même de le développer pour assurer la transition avec la sortie du nucléaire qui devrait être totale d'ici 2025. Et pallier le manque de flexibilité de la production *verte*.

Chez le secrétaire d'État on refuse de commenter le contenu du plan de soutien tant qu'il n'est pas finalisé. Mais on sait qu'il doit permettre d'accélérer la construction de nouvelles centrales TGV (procédure allégée et soutien aux investisseurs) et de leur garantir une rentabilité minimale. Mais le plan prévoit aussi un mécanisme permettant de garder ouvertes – obligatoirement – des centrales qui allaient fermer. De quoi rassurer, en partie du moins, les travailleurs de Seraing ? ■ **P.D.**